



PROJET DE PLAN D'ACTION

OBJECTIFS POUR LES ANNÉES 2005-2010

1 TRAVAUX TECHNIQUES

1.1 Directives pour les travaux techniques (cf. Stratégie, 1, 2)

Les Directives pour les travaux techniques seront révisées afin d'offrir:

- Plus de flexibilité et de réactivité dans l'attribution du travail,
- Des procédures de travail plus simples pour les Secrétariats des TC/SC,
- Des délais plus courts dans les procédures de consultation et de vote,
- De la transparence et de la clarté ainsi que le requiert l'OMC pour les processus de normalisation.

L'utilisation des médias électroniques et de l'Internet sera pris en compte dans ces nouvelles Directives.

1.2 Accélération du travail – "Zéro papier" (cf. Stratégie, 1, 2)

Afin d'améliorer l'efficacité à la fois du Bureau et des Comités Techniques, le but devrait être d'éliminer autant de documents papier que possible.

Le CIML a accepté à l'unanimité que le Bureau cesse de publier les versions papier des publications de l'OIML, et que celles-ci puissent désormais être uniquement téléchargées depuis le site web de l'OIML. Cela montre que presque tous les États Membres et les Membres Correspondants peuvent désormais avoir accès au web et aux e-mails; il s'ensuit que tout le travail de l'Organisation peut être réorganisé en utilisant l'Internet et le mail. Les circulaires papier du BIML devraient donc être limitées aux questions très officielles qui le requièrent, et tout échange d'informations de documents de travail, demandes de renseignements et votes devraient utiliser ces nouveaux média.

1.3 Accélération du travail – Interactivité du site web (cf. Stratégie, 1, 2)

Le site web de l'OIML continuera d'être équipé de moyens interactifs pour permettre l'évolution des méthodes de travail, en particulier:

- Une partie dédiée pour chaque structure de travail (TC/SC, Groupe de Travail, MAA CPR), administrée par les Secrétariats, sur laquelle les documents de travail pourraient être mis en ligne par les Secrétariats, les commentaires pourraient être mis également en ligne par les participants, les votes pourraient être traités en ligne, etc.,
- Un enregistrement en ligne pour les Réunions du CIML et pour la Conférence, des consultations et des votes en ligne par les Membres du CIML (ex. votes par correspondance),
- Différents forums (FAQ: "Foire Aux Questions") ouverts aux Membres du CIML et aux Membres Correspondants,

- Un forum sur l'assistance technique aux Pays en Développement, où les besoins et offres d'assistance et d'équipement pourraient être mis en regard,
- Mise à jour en ligne de leurs données par les Membres du CIML et les Membres Correspondants,
- Mise à jour en ligne de leurs données par les Autorités de Délivrance,
- Mise à jour en ligne des informations sur les TC/SC par leurs Secrétariats (avancement des travaux, réunions, etc.), qui remplaceront les rapports actuels des Secrétariats des TC/SC.

2 SYSTEMES DE CERTIFICATION DE L'OIML

2.1 Système de Certificats de l'OIML (cf. Stratégie, 2, 4, 6)

Le Système de Certificats de l'OIML sera révisé pour constituer une première étape vers l'application du MAA pour les différentes catégories.

Cette révision fournira des mécanismes afin d'organiser une remontée permanente des informations au BIML sur l'application du Système et sur toutes les améliorations à apporter.

2.2 MAA (cf. Stratégie, 2, 4, 6)

Les Déclarations de Confiance Mutuelle seront étendues à certaines catégories clé d'instruments de mesure (par exemple les R 49, R 50, R 51, R 61, R 107, R 105, R 117/118).

Les participants à ces Déclarations de Confiance Mutuelle devraient comprendre les économies les plus importantes.

Ces Déclarations de Confiance Mutuelle devraient répondre aux besoins des Pays en Développement pour qu'ils acceptent les Certificats de l'OIML émis dans le cadre du MAA avec un niveau de confiance approprié.

La Publication OIML de Base B 10 du MAA sera révisée afin d'atteindre ces objectifs et pour fournir des mécanismes afin d'organiser une remontée permanente des informations au BIML sur sa mise en oeuvre ainsi que sur toutes améliorations nécessaires. Cette révision du B 10 devra permettre à ce Système d'être la deuxième étape vers une reconnaissance mutuelle des certifications individuelles des instruments de mesure (cf. 2.1.5).

Les documents, guides, et procédures nécessaires pour la mise en oeuvre du MAA seront publiés.

2.3 Certification individuelle des instruments par l'OIML (cf. Stratégie, 2, 4, 6)

Un système de certification OIML de conformité des instruments de mesure individuels selon les Recommandations applicables de l'OIML sera défini. Ce système devra:

- Être légalement compatible avec les réglementations nationales sur les instruments de mesure de la plupart, sinon de tous les États Membres et des Membres Correspondants,
- Permettre l'apposition d'une marque de conformité OIML sur tous les instruments de mesure certifiés selon ce Système,
- Satisfaire à toutes les exigences de l'Accord OTC de l'OMC concernant la certification des produits,
- Tenir compte des normes d'accréditation existantes et des accords de reconnaissance et/ou d'acceptation en matière d'accréditation,

- Tenir compte de la certification des systèmes de qualité des fabricants et des accords internationaux dans ce domaine,
- Fournir la confiance quant à la conformité des instruments de mesure avec les spécifications de la Recommandation applicable pour que ce Système puisse être reconnu dans les réglementations nationales de métrologie légale.

La mise en oeuvre de ce système devrait pouvoir commencer au 01/01/2009.

2.4 Marque de conformité des préemballages (cf. Stratégie, 2, 4, 6)

Un système OIML de certification de la conformité du contenu des préemballages selon les exigences de la Recommandation R 87 sera défini. Ce système devra:

- Être légalement compatible avec les réglementations nationales sur les préemballages de la plupart, sinon de tous les États Membres et des Membres Correspondants,
- Permettre l'apposition d'une marque de conformité OIML sur chaque préemballage certifié selon ce Système,
- Satisfaire à toutes les exigences de l'Accord OTC de l'OMC concernant la certification des produits,
- Tenir compte des normes d'accréditation existantes et des accords de reconnaissance et/ou d'acceptation en matière d'accréditation,
- Tenir compte de la certification des systèmes de qualité des fabricants et des accords internationaux dans ce domaine,
- Fournir la confiance quant à la conformité du contenu des préemballages avec les spécifications de la Recommandation R87 pour que ce Système puisse être reconnu dans les réglementations nationales sur les préemballages.

La mise en oeuvre de ce système devrait pouvoir commencer au 01/01/2009.

2.5 Système de certificats OIML des résultats de mesurage des produits en vrac (cf. Stratégie, 2, 4, 6)

De la même manière que cela a été prévu avec le Système de Certificats OIML, le MAA, la Marque IQ, et la certification OIML individuelle d'instruments, des systèmes pour délivrer des certificats OIML des résultats de mesurages de produits en vrac devraient être mis en place. De tels certificats de mesurage, si ils étaient acceptés mondialement, faciliteraient considérablement le commerce international et éviteraient les litiges.

3 INFORMATIONS MUTUELLES, GUIDES

3.1 Informations mutuelles au sein des États Membres et des Membres Correspondants (cf. Stratégie, 1, 2, 5)

Le Bureau a la responsabilité d'organiser les échanges d'informations entre les États Membres et les Membres Correspondants en ce qui concerne leur réglementations nationales. Cela devrait être réalisé comme suit:

- Définir quelles informations doivent être accessibles sur les sites web des Membres (listes de catégories soumises au contrôle national, liste des textes réglementaires, sources où ces textes peuvent être trouvés, structures des autorités nationales, liste et adresses des autorités nationales et locales et des organismes d'inspection, etc.),

- Encourager les Membres à mettre en place un site web si ils n'en ont pas déjà un, et à publier des informations sur leur site web de façon harmonisée,
- Mettre en place un moteur de recherche sur le site de l'OIML, capable de rechercher ces informations sur les sites web des Membres.

De plus, le Bureau étudiera la possibilité d'avoir accès aux notifications des projets de réglementations adressées dans le cadre de l'accord de l'OMC/TBT, pour chercher parmi ces notifications lesquelles sont pertinentes pour la métrologie légale et de rendre ces notifications accessibles sur le site web de l'OIML aux États Membres et aux Membres Correspondants.

Les enquêtes sur la mise en application des publications de l'OIML dans les États Membres seront remplacées par une interface interactive en ligne qui permettra en permanence aux Membres de mettre à jour ces informations.

Le Bureau rassemblera aussi les présentations sur la métrologie légale qui auront été données au niveau national par les différents Membres (présentations aux Ministres, présentations au Parlement, articles dans la presse) et les rendra accessibles sur le site web de l'OIML.

3.2 Documentations techniques sur le mesurage des produits en vrac (cf. Stratégie, 3, 4)

Le mesurage des produits en vrac est de la plus haute importance économique pour le commerce international et il peut donner lieu à de coûteux litiges. L'OIML a publié un certain nombre de Recommandations liées aux instruments de mesure utilisés pour le mesurage des produits en vrac, mais devrait maintenant prendre en considération les problèmes de bonnes pratiques pour de tels mesurages. Les documentations sur l'équipement recommandé et les procédures (y compris le suivi du matériel) devraient être établies pour les mesurages relatifs :

- au chargement de bateaux céréaliers,
- au chargement de bateaux minéraliers,
- au chargement de bateaux avec des produits pétroliers,
- etc.

3.3 Documentation/Guide sur les incertitudes de mesure dans les mesurages soumis à réglementation (cf. Stratégie, 3, 4)

Pour les utilisateurs de résultats de mesurage, une documentation informative devrait être établie afin de décrire quelles incertitudes de mesure peuvent être attendues avec l'utilisation d'instruments de mesure conformes aux exigences des Recommandations de l'OIML. La conduite à adopter pour la sélection de classes métrologiques appropriées devrait être donnée dans ce document autant que possible.

3.4 Guides pour l'accréditation des organismes de métrologie légale (cf. Stratégie, 1, 2)

Un certain nombre de pays ont spécifié dans leur réglementation nationale de métrologie légale que certains organismes de métrologie légale doivent être accrédités. Ces dispositions ont été adoptées au niveau national afin de donner confiance au public dans le système national de métrologie légale. Afin de soutenir et d'harmoniser de telles accréditations, l'OIML devrait publier des guides d'interprétation des normes d'accréditation lorsqu'elles sont appliquées aux activités de métrologie légale. De tels guides devraient être développés en étroite relation avec l'ILAC.

Ces guides seraient en outre applicables pour la mise en place du MAA et pour les systèmes OIML ultérieurs.

4 PROMOTION DE LA METROLOGIE LEGALE – SYSTEME GLOBAL DE METROLOGIE

4.1 Sensibilisation générale à la métrologie et à la métrologie légale (cf. Stratégie, 1, 2, 7)

Le Bureau réalisera des documents afin de sensibiliser le public à la métrologie et à la métrologie légale. Ces documentations seront destinées :

- aux autres organisations internationales,
- aux Gouvernements nationaux.

Ces documents consisteront en:

- Une présentation générale de la métrologie et de la métrologie légale et de leurs enjeux,
- Une présentation des problèmes de métrologie posés dans des domaines spécifiques (santé, environnement, etc.).

Ils seront développés conjointement avec la Convention du Mètre et avec ILAC quand ce sera approprié et ils seront rendus disponibles pour les Membres du CIML et pour les contacts des Membres Correspondants, afin de pouvoir être utilisés pour sensibiliser le public à la métrologie au niveau national (traduits dans d'autres langues si nécessaire).

4.2 Liaisons avec d'autres organismes

L'établissement d'un réseau de contacts avec les autres Organisations Internationales est une nécessité pour L'OIML, afin de mieux remplir ses missions, d'augmenter l'efficacité de son travail et d'éviter les travaux redondants. Les liaisons avec d'autres Organisations Internationales devraient encore s'accroître et leurs objectifs devraient être:

- Avec l'OMC: mieux répondre aux besoins de facilitation du commerce, faire reconnaître la métrologie et la métrologie légale en tant qu'outil important par l'OMC,
- Avec la Convention du Mètre et ILAC: mettre en place un système global de métrologie soutenant le développement économique et social,
- Avec les autres organisations techniques internationales (OMS, etc.): fournir une base métrologique fiable pour leurs activités techniques,
- Avec les organisations de normalisation internationales: développer en commun un système cohérent d'exigences techniques et éviter la duplication du travail.

Des mémorandums et/ ou des accords de coopération devraient être discutés avec ces organisations dans ce but.

4.3 Coordination avec les RLMO (cf. Stratégie, 7)

Le Bureau devrait devenir un point central pour l'échange d'informations entre les RLMOs. Le Bureau mettra en place des outils sur le site web de l'OIML à cette fin pour:

- Effectuer des recherches sur les sites web des RLMO et présenter les informations collectées,
- mettre en place des pages interactives qui permettront aux RLMO de mettre en ligne des documents et des informations sur leurs activités sur le site web de l'OIML.

Le Bureau rassemblera et mettra à jour les informations sur les programmes de formation et sur les supports de formation développés par les RLMO et mettra ces informations en ligne sur le site web de l'OIML.

Les RLMO joueront un rôle important pour certains systèmes OIML (par exemple la marque de conformité pour les préemballages, la certification individuelle des instruments de mesure). Elles devraient mettre en place des systèmes régionaux, sous la coordination du Bureau, pour répondre aux questions d'évaluation mutuelle et de supervision régionales et de surveillance de la mise en place de ces systèmes.

5 PAYS EN DEVELOPPEMENT

5.1 Fonctionnement du PWGDC (cf. Stratégie, 7)

Le Groupe de Travail Permanent sur les Pays en Développement devrait rassembler et analyser les besoins des Pays en Développement et devrait faire des propositions à inclure dans le Plan d'Action et dans le programme annuel de travail.

Ce Groupe de Travail devrait également être chargé de contrôler les actions spécifiques décrites ci-dessous.

5.2 Organisation de Séminaires et de Forums (cf. Stratégie, 7)

Des Séminaires et forums sur les questions des Pays en Développement devraient être organisés annuellement, soit conjointement avec la Réunion du CIML, soit avec d'autres événements internationaux ou régionaux (Réunions de l'OMC/OTC, Assemblée Générale de l'ONUDI, Réunions d'Organisations Régionales, etc.)

5.3 Diffusion d'informations, Rapports d'Experts (cf. Stratégie, 1, 2, 7)

Le site web de l'OIML comprendra une section sur les activités du PWGDC, qui fournira des informations et inclura un Forum sur les offres et les demandes d'assistance technique et de matériel.

Le Bureau continuera de collecter et de publier en ligne des Rapports d'Experts sur les questions d'intérêt pour les Pays en Développement, telle que des guides pour la mise en application de certaines Recommandations OIML dans les Pays en Développement; des guides pour le matériel de laboratoires d'évaluation de type, des guides pour l'équipement de bureaux locaux d'inspection, les procédures d'inspection, etc.

5.4 Coordination avec d'autres Organisations Internationales sur les questions des Pays en Développement (JCDCMAS, autres) (cf. Stratégie, 7)

La coordination avec d'autres Organisations à propos des Pays en Développement (principalement la Convention du Mètre et l'ILAC) devrait continuer et il devrait en résulter des actions concrètes:

- Présentations conjointes sur les besoins de la métrologie,
- Sensibilisation des organismes de financement du développement par des contacts et l'organisation de séminaires.

5.5 Actions spécifiques sur les fonds volontaires des États Membres et des organismes de financement du développement (cf. Stratégie, 7)

Un compte dédié devrait être ouvert dans la comptabilité de l'OIML, il devrait être approvisionné par l'OIML et par les contributions volontaires de pays ou d'organismes de financement du développement, et il devrait être utilisé pour des actions spécifiques d'assistance aux Pays en Développement.

Les actions financées par ce compte dédié devraient être proposées par le PWGDC et le suivi de ces actions devrait être supervisé par le PWGDC et par les organisations et pays de financement du développement. De telles actions devront se concentrer sur les missions spécifiques et les compétences de l'OIML et ne devront pas concurrencer les programmes bilatéraux des États Membres ou des Organismes Internationaux ou Régionaux de Développement.

6 AMELIORATIONS STRUCTURELLES

6.1 Procédures de base (Conférence, CIML, Guide pour les Membres du CIML, etc.)

Les procédures de base pour le bon fonctionnement du CIML et de la Conférence devraient être établies et approuvées. Cela compléterait la Convention de l'OIML et clarifierait l'interprétation de ses articles, qui sont assez généraux par nature.

Un guide sera aussi préparé pour les pays qui se préparent à accueillir une Réunion du CIML.

Le Guide pour les Membres du CIML doit être révisé. Il semble que le rôle des Membres du CIML n'est pas compris de manière cohérente par les Membres, sous ses deux aspects symétriques:

- Le Membre du CIML représente son pays au CIML,
- Le Membre du CIML représente l'OIML dans son pays.

Ceci doit être revu et clarifié par une révision

6.2 Organisation du Bureau

L'organisation du Bureau sera améliorée afin de répondre aux exigences suivantes:

- Le partage des responsabilités du Personnel du BIML sera clarifié, à la fois de manière interne et pour fournir des meilleures informations quant à qui contacter au Bureau,
- Cette réorganisation devra faire le meilleur usage des compétences de chacun des Membres du Personnel,
- Cela donnera aux Membres du Personnel du BIML l'opportunité de prendre des initiatives calculées, tout en assurant un suivi suffisant par le Directeur du BIML.

L'organigramme du BIML sera mis à jour sur le site web de l'OIML.

Un certain nombre de procédures internes seront mises sur pied (procédures comptables, procédures financières internes, etc.)